



CHAPITRE 28

Loi instituant le ministère de l'agriculture
et de la colonisation

[Sanctionnée le 14 mars 1962]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 103, remp. **1.** Le chapitre 103 des Statuts fondus, 1941, est remplacé par le suivant:

"CHAPITRE 103

"LOI CONCERNANT LE MINISTÈRE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA COLONISATION

Titre
abrégé.

"**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation*.

"SECTION I

"DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

Adminis-
tration.

"**2.** Le ministre de l'agriculture et de la colonisation, désigné dans la présente loi sous le nom de "ministre", est chargé de la direction et de l'administration du ministère de l'agriculture et de la colonisation.

Fonctions
du minis-
tre.

"**3.** Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre sont les suivants:

1° Il a la surveillance et la gestion par toute la province de tout ce qui se rattache à l'agriculture et à la colonisation;

CHAPTER 28

An Act to establish the Department of
Agriculture and Colonization

[Assented to 14th March 1962]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Chapter 103 of the Revised Statutes, 1941, is replaced by the following:

R.S., c. 103, re-
placed.

"CHAPTER 103

"AN ACT RESPECTING THE DEPARTMENT
OF AGRICULTURE AND COLONIZATION

"**1.** This act may be cited as the *Department of Agriculture and Colonization Act*.

Short
title.

"DIVISION I

"THE MINISTER AND HIS FUNCTIONS

"**2.** The Minister of Agriculture and Colonization, in this act called the "minister", is charged with the direction and administration of the Department of Agriculture and Colonization.

Adminis-
tration.

"**3.** The functions, powers and duties of the minister shall be the following:

Duties of
minister.

1. He shall have the supervision and management throughout the province of everything connected with agriculture and colonization;

2° Il doit veiller à la classification et à la vente des terres de colonisation confiées à son administration ainsi qu'à l'immigration;

3° Il a la direction des travaux et chemins de colonisation;

4° Il a la surveillance des écoles ou collèges d'agriculture, des fermes modèles, des manufactures de sucre de betterave et des sociétés de colonisation recevant une subvention du gouvernement, des comités permanents d'expositions agricoles, des sociétés d'agriculture et d'horticulture, des cercles agricoles et des institutions d'enseignement agricole;

5° Il a le pouvoir d'octroyer à même les fonds mis à sa disposition, quand il le juge à propos, et aux conditions qu'il croit devoir imposer, des prêts en argent, des subventions et des avances, aux sociétés agricoles, aux cercles agricoles, aux syndicats, aux sociétés coopératives et autres institutions formées dans le but de favoriser les intérêts de l'agriculture ou de la colonisation;

6° Il peut, aux conditions qu'il détermine, organiser des concours entre agriculteurs ou colons, leur verser des primes, des allocations ou indemnités, accorder des subventions aux corporations municipales pour l'exécution de travaux de drainage, faire exécuter en régie ou à l'entreprise des améliorations foncières;

7° Il peut instituer des enquêtes, recueillir des renseignements utiles relativement aux intérêts agricoles, et adopter des mesures propres à les répandre, dans le but d'accélérer les progrès de la province et d'y attirer l'émigration des pays étrangers.

Rapport à la Législature.

"4. Le ministre doit, dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session, soumettre à la Législature un rapport détaillé de son activité durant la précédente année financière.

Enquête du ministre.

"5. Le ministre peut enquêter lui-même ou donner par écrit à toute personne compétente l'autorisation d'enquêter, à sa place, sur la conduite de tout employé sous sa direction et sur toute affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère.

2. He shall attend to the classification and sale of colonization lands placed under his administration as well as to immigration;

3. He shall have the direction of colonization works and roads;

4. He shall have the supervision of agricultural schools or colleges, model farms, beet sugar factories and colonization societies receiving government grants, permanent agricultural exhibition committees, agricultural and horticultural societies, farmers' clubs and institutions for teaching agriculture;

5. He shall have the power to make out of the funds placed at his disposal, when he deems it advisable, and under such conditions as he thinks necessary to impose, loans of money, grants and advances to agricultural societies, farmers' clubs, syndicates, cooperative associations and other institutions formed for the purpose of furthering the interests of agriculture or colonization;

6. He may, under such conditions as he determines, organize competitions among farmers or settlers, pay them premiums, allowances or indemnities, make grants to municipal corporations for the carrying out of drainage works and have land improvements executed under supervision or by contract;

7. He may institute inquiries, collect useful facts relating to agriculture, and adopt measures for circulating the same, to promote the progress of the Province and attract foreign immigration.

"4. The minister shall lay before the Legislature, within fifteen days of the opening of each session, a detailed report of his activities during the preceding fiscal year.

Report to Legislature.

"5. The minister may inquire personally or authorize in writing any competent person to inquire in his place, into the behaviour of any employee under his direction and any business relating to the administration or management of his department.

Inquiry by minister.

Pouvoirs. Le ministre ou la personne qu'il délègue a, dans ce cas, pour les fins de cette enquête, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 9, 10 et 11 de la Loi des commissions d'enquête (chap. 9).

Liste de terres à vendre.

"6. Quand il le juge opportun, le ministre fait préparer et publier une liste des terres de colonisation à vendre dans les différents cantons de la province.

Liste de terres sous permis, etc.

"7. Il transmet, chaque année, au secrétaire-trésorier de chaque municipalité de comté une liste des terres publiques pour lesquelles il a été accordé des permis d'occupation ou billets de location dans telle municipalité de comté pendant l'année alors expirée, et pour lesquelles il n'a pas été donné de lettres patentes.

Responsabilité pour taxes.

Ces terres sont sujettes aux taxes imposées dans les cantons où elles sont respectivement situées à compter de la date du permis ou du billet de location; et, lorsqu'elles sont vendues pour taxes, l'acquéreur n'a sur elles que les droits qu'avait la personne qui relevait de la couronne au temps de la vente.

Annulation de permis d'occupation, etc.

Il donne, de la même manière, à chaque tel secrétaire-trésorier, avis de l'annulation des permis d'occupation, ou des billets de location, et, au registrateur du comté ou de la division d'enregistrement, avis de l'annulation de toutes les lettres patentes de terres situées dans tel comté ou telle division d'enregistrement. A compter de ce moment, la terre affectée cesse d'être sujette aux taxes, jusqu'à ce qu'elle soit revendue, baillée ou concédée de nouveau.

"SECTION II

"DU PERSONNEL DU MINISTÈRE

Sous-ministre.

"8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de l'agriculture et de la colonisation.

Attributions.

"9. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres fonctionnaires et employés du ministère, il en administre les affaires courantes et

The minister or the person delegated by him shall have, in such case and for the purposes of such inquiry, all the powers mentioned in sections 9, 10 and 11 of the Public Inquiry Commission Act (chap. 9).

Powers.

"6. The minister shall, when he deems it expedient, cause lists to be made and published of the colonization lands for sale in the various townships in the Province.

Lists of lands for sale.

"7. He shall forward, each year, to the secretary-treasurer of every county municipality, a list of the public lands for which occupation licenses or location tickets have been granted in such county municipality, during the year next preceding, and for which no patents have been issued.

Lists of unpatented lands.

Such lands shall be liable for the assessed taxes in the townships in which they respectively lie, from the date of such license of location ticket; and the purchaser, at the sale of any such lands for taxes, shall have in the lands so sold the same rights only as the person entitled to claim under the Crown at the time of such sale.

Liability for taxes.

He shall, in like manner, apprise each such secretary-treasurer of the cancellation of any occupation license, or location ticket, and the registrar of every county or registration division of the cancellation of any patent of land within such county or registration division. From that time and until resold, leased or regranted, the land affected shall cease to be liable to taxes.

Cancellation of occupation licence, etc.

"DIVISION II

"STAFF OF THE DEPARTMENT

"8. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a deputy minister of agriculture and colonization.

Deputy minister.

"9. Under the direction of the minister, the deputy minister shall have the supervision of the other officers and employees of the department; he shall mana-

Duties

exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Pouvoirs. “10. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef du ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

Personnel. “11. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi conformément à la Loi du service civil (chap. 11) tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère.

Devoirs. “12. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil sont déterminés par le ministre.

“SECTION III

“DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Signature de contrats, etc. “13. Nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre.

Copies certifiées. “14. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original.

Droit d'entrée. “15. Le ministre ou les officiers du ministère qu'il délègue à cette fin, et toutes personnes qui les accompagnent, peuvent entrer, passer et enquêter sur toutes propriétés privées, en vue de faire la classification de ces propriétés, si la chose est jugée nécessaire pour des fins d'agriculture ou de colonisation, mais le propriétaire doit être indemnisé quand des dommages appréciables lui sont causés de ce fait.

Pouvoirs des employés autorisés. “16. Tout employé du ministère autorisé généralement ou spécialement à

ge its current business and exercise such other powers as are assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

Powers. “10. The orders of the deputy minister must be carried out in the same manner as those of the minister; his authority shall be that of the head of the department and his official signature shall give force and authority to any document within the jurisdiction of the department.

Staff. “11. The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint in accordance with the Civil Service Act (chap. 11) all other officers and employees required for the proper administration of the department.

Duties. “12. The respective duties of the officers and employees of the department not expressly regulated by law or by the Lieutenant-Governor in Council shall be determined by the minister.

“DIVISION III

“GENERAL PROVISIONS

Signature of contracts, etc. “13. No deed, contract, document or writing shall be binding upon the department, or held to be the act of the minister, unless signed by him or by the deputy minister.

Certified copies. “14. A copy of any document forming part of the archives of the department, certified by the minister or the deputy minister as a true copy, shall be authentic and shall have the same validity as the original.

Right of entry. “15. The minister, or the officers of the department whom he may delegate for such purpose, and every person accompanying them, may enter upon, pass over and investigate any private property, with a view to making a classification of such property, if necessary to do so for purposes of agriculture or colonization, but the owner must be indemnified when material damage has been caused to him thereby.

Powers of authorized employees. “16. Any employee of the department authorized generally or specially for such

cette fin par le ministre possède, sur les terres de colonisation, les pouvoirs conférés à un officier forestier par l'article 89 de la Loi des terres et forêts (chap. 93).

purpose by the minister has, over colonization lands, the powers conferred upon an officer of the forestry service under section 89 of the Lands and Forests Act (chap. 93).

Réponses
aux com-
muni-
cations offi-
cielles.

"17. Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les sociétés de colonisation, les sociétés coopératives agricoles, les sociétés d'horticulture, les syndicats d'élevage, les sociétés agricoles et laitières, la Société d'industrie laitière de Québec, les sociétés de patrons de beurrieres et de fromageries, les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, les syndicats coopératifs, les fabricants de conserves alimentaires, et toutes autres personnes, sociétés, associations ou corporations exploitant une industrie agricole, ainsi que les collèges ou écoles d'agriculture et les fonctionnaires et officiers publics de cette province sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du ministère et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements sur toutes les questions qui leur sont soumises dans l'intérêt de l'agriculture ou de la colonisation et en vue de faciliter la compilation de statistiques.

"17. Every agricultural society, farmers' club, colonization society, cooperative agricultural association, horticultural society, stock-breeding syndicate, farmers' and dairymen's association, the Dairy Association of the Province of Quebec, every society of patrons of a butter or cheese factory, butter or cheese manufacturing society, cooperative syndicate, canner, and every other person, society, association or corporation carrying on an agricultural industry, as well as every agricultural college or school, and every public officer or employee of the Province, shall be bound to answer promptly the official communications from the department and must make every effort to supply information on all the questions submitted to them in the interests of agriculture or colonization and with a view to facilitating the compilation of statistics.

Answering
official
communi-
cations.

Contra-
vention et
peine.

Tout fonctionnaire d'une des institutions ci-dessus énumérées, qui refuse ou néglige volontairement de répondre aux questions ou de transmettre les informations relatives aux intérêts de l'agriculture et de l'enseignement agricole, encourt, pour chaque contravention, une amende de vingt dollars, qui est recouvrable sur poursuite sommaire.

Any officer of any of the institutions above named, refusing or wilfully neglecting to answer any questions or to furnish any information relating to the interests of agriculture or of agricultural education, shall for every such offence incur a fine of twenty dollars, which shall be recoverable upon summary proceedings.

Offence
and pen-
alty.

Négocia-
tions avec
le gouver-
nement
Fédéral.

"18. Il est loisible au ministre, avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, d'entrer en négociations avec un ministre du gouvernement du Canada, pour l'application dans la province de mesures intéressant l'agriculture ou la colonisation et pour la détermination de leurs modalités d'application.

"18. The Minister, with the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may enter into negotiations with a minister of the Government of Canada, for the application in the province of measures respecting agriculture or colonization and to determine the conditions of their application.

Negotia-
tions with
Federal
govern-
ment.

"SECTION IV

"DIVISION IV

"DE L'AIDE AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

"AID TO COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS

Fonds
annuel.

"19. Un fonds annuel d'un million de dollars est créé depuis le 1er avril 1961 et le lieutenant-gouverneur en conseil, sur

"19. An annual fund of one million dollars is created, dating from the 1st of April, 1961, and the Lieutenant-Governor

Annual
fund.

la recommandation du ministre, peut affecter ce fonds à des garanties ou avances aux sociétés coopératives agricoles organisées en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (chap. 120) ou de la Loi des syndicats coopératifs (chap. 290).

Rembour-
sement
des garan-
ties, etc.

"20. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les modalités, conditions et délais de remboursement de ces garanties et avances et peut adopter les mesures de surveillance et autres qu'il juge nécessaires pour s'assurer que ces avances seront utilisées aux fins pour lesquelles elles sont faites.

Dépenses.

"21. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente section sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

"SECTION V

"DE L'AIDE AUX COLONS

Acquisi-
tion de
terres.

"22. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à même les deniers votés chaque année par la Législature pour fins de colonisation, autoriser le ministre à acquérir au nom de Sa Majesté des terres, au prix maximum de quatre mille dollars chacune, afin d'y établir aux conditions qu'il détermine, des colons, des cultivateurs et des fils de cultivateurs. Le montant payé pour chaque terre ne doit en aucun cas dépasser le double de l'évaluation municipale, où, à défaut de telle évaluation, de l'évaluation scolaire.

Aide aux
colons,
etc.

Il peut aussi, à même lesdits deniers, autoriser le ministre à aider, de la manière et aux conditions qu'il détermine, des colons, des cultivateurs et des fils de cultivateurs à s'établir ou à se maintenir sur des terres.

Intérêt
sur prêts,
etc.

"23. Le paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des syndicats coopératifs à des colons et le paiement de la prime de polices d'assurance affectées à la garantie de tels prêts peuvent être faits sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature.

Condi-
tions des
prêts.

"24. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les

in Council, upon the recommendation of the minister, may use such fund for guarantees or advances to the cooperative agricultural associations organized in virtue of the Cooperative Agricultural Associations Act (chap. 120) or of the Cooperative Syndicates Act (chap. 290).

"20. The Lieutenant-Governor in Council shall determine the form, conditions and delays for reimbursement of such guarantees and advances and may adopt such measures of supervision and others as he may deem necessary to assure himself of such advances being utilized for the purposes for which they were made.

in Reimbur-
sement of
guaran-
tees, etc.

"21. The expenditure incurred for the carrying out of this division shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Expendi-
ture.

"DIVISION V

"AID TO SETTLERS

"22. The Lieutenant-Governor in Council, out of the monies voted each year by the Legislature for colonization purposes, may authorize the minister to acquire lands in the name of Her Majesty, at a maximum price of four thousand dollars each in order to establish thereon, upon such conditions as he may determine, settlers, farmers and farmers' sons. The amount paid for each land shall in no case exceed double the municipal valuation or, in default of such valuation, the school valuation.

in Acquisi-
tion of
land.

He may also, out of the said monies, authorize the minister to assist, in such manner and upon such conditions as he may determine, settlers, farmers and farmers' sons to establish or maintain themselves upon lands.

Assistance
to settlers,
etc.

"23. A portion of the interest on loans made by cooperative syndicates to settlers, and premiums on insurance policies assigned as security for such loans, may be paid out of the monies voted each year for such purpose by the Legislature.

Interest
on loans,
etc.

"24. The Lieutenant-Governor in Council shall determine the conditions

in Condi-
tions of
loans.

prêts doivent être consentis pour bénéficier des dispositions de l'article précédent et il peut autoriser le ministre à faire, avec des syndicats coopératifs, ou des unions ou fédérations de tels syndicats des conventions à cette fin.

under which loans must be made in order to benefit by the provisions of the preceding section and he may authorize the minister to make agreements for such purpose with cooperative syndicates or unions or federations of such syndicates.

"SECTION VI

"DE L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE DRAINAGE

Ministre peut prendre charge de travaux de drainage.

"25. Aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut prendre charge de tous travaux de drainage dont l'exécution a été décrétée en vertu du Code municipal ou de la Loi du drainage (chap. 112), si demande lui en est faite par l'autorité municipale chargée de l'exécution de ces travaux.

Mode d'exécution des travaux.

"26. Le ministre peut faire exécuter les travaux de drainage dont il s'est chargé en vertu de l'article précédent, soit en régie, soit par contrat d'entreprise. Dans l'un et l'autre cas, les personnes exécutant les travaux ont tous les droits et immunités de personnes exécutant ces mêmes travaux comme fonctionnaires ou préposés de l'autorité municipale compétente.

"Drainage", etc.

"27. Dans la présente section, le mot "drainage" signifie toute canalisation en surface ou souterraine servant principalement à l'égouttement des terres et comprend les cours d'eau naturels utilisés aux mêmes fins; l'expression "travaux de drainage" comprend tous les ouvrages accessoires requis."

Interprétation.

2. Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document les expressions "ministre de l'agriculture", "ministère de l'agriculture" et "sous-ministre de l'agriculture" désignent respectivement le "ministre de l'agriculture et de la colonisation", le "ministère de l'agriculture et de la colonisation" et le "sous-ministre de l'agriculture et de la colonisation".

Lois mod.: Sont spécialement ainsi modifiées:

S.R., c. 112; la Loi du drainage (Statuts refondus, 1941, chapitre 112);

"DIVISION VI

"EXECUTION OF DRAINAGE WORKS

"25. On the conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council, the minister may take charge of all the drainage works the execution of which has been ordered under the Municipal Code or the Drainage Act (chap. 112), if application therefor is made to him by the municipal authority charged with the execution of such works.

Minister may take charge of drainage works.

"26. The minister may have the drainage works entrusted to him under the preceding section carried out either under supervision or by contract. In either case, the persons carrying out the works have all the rights and immunities of persons carrying out the same works as the officers or agents of the competent municipal authority.

Carrying out of works.

"27. In this division, the word "drainage" means any surface or underground conduits used chiefly for the draining of lands and includes natural water-courses utilized for that purpose; the expression "drainage works" includes all ancillary works required."

"Drainage," etc.

2. In any act, proclamation, order in council, contract or document the expressions "Minister of Agriculture", "Department of Agriculture" and "Deputy Minister of Agriculture" designate respectively the "Minister of Agriculture and Colonization", the "Department of Agriculture and Colonization" and the "Deputy Minister of Agriculture and Colonization".

Interpretation.

The following in particular are amended:

the Drainage Act (Revised Statutes, 1941, chapter 112);

R.S., c. 112;

S.R., c. 113;	la Loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113);	the Quebec Farm Credit Act (Revised Statutes, 1941, chapter 113);	R.S., c. 113;
S.R., c. 113A;	la Loi de l'amélioration des fermes (Statuts refondus 1941, chapitre 113A, édicté par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 55);	the Farm Improvement Act (Revised Statutes, 1941, chapter 113A, enacted by section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 55);	R.S., c. 113A;
S.R., c. 115;	la Loi de la Chambre agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 115);	the Quebec Chamber of Agriculture Act (Revised Statutes, 1941, chapter 115);	R.S., c. 115;
S.R., c. 116;	la Loi du mérite agricole (Statuts refondus, 1941, chapitre 116);	the Agricultural Merit Act (Revised Statutes, 1941, chapter 116);	R.S., c. 116;
S.R., c. 117;	la Loi des sociétés d'agriculture (Statuts refondus, 1941, chapitre 117);	the Agricultural Societies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 117);	R.S., c. 117;
S.R., c. 118;	la Loi des cercles agricoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 118);	the Farmers' Clubs Act (Revised Statutes, 1941, chapter 118);	R.S., c. 118;
S.R., c. 120;	la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 120);	the Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 120);	R.S., c. 120;
S.R., c. 121;	la Loi des sociétés d'horticulture (Statuts refondus, 1941, chapitre 121);	the Horticultural Societies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 121);	R.S., c. 121;
S.R., c. 122;	la Loi des syndicats d'élevage (Statuts refondus, 1941, chapitre 122);	the Stock-breeding Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 122);	R.S., c. 122;
S.R., c. 123;	la Loi des sociétés agricoles et laitières (Statuts refondus, 1941, chapitre 123);	the Farmers' and Dairymen's Associations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 123);	R.S., c. 123;
S.R., c. 124;	la Loi de la société d'industrie laitière de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 124);	the Dairy Association Act (Revised Statutes, 1941, chapter 124);	R.S., c. 124;
S.R., c. 125;	la Loi de l'École de laiterie et des écoles moyennes d'agriculture (Statuts refondus, 1941, chapitre 125);	the Dairy and Agricultural Schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 125);	R.S., c. 125;
S.R., c. 126;	la Loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1941, chapitre 126);	the Dairy Products Act (Revised Statutes, 1941, chapter 126);	R.S., c. 126;
S.R., c. 127;	la Loi concernant le prix du lait et de la crème (Statuts refondus, 1941, chapitre 127);	the Act respecting the price of milk and cream (Revised Statutes, 1941, chapter 127);	R.S., c. 127;
S.R., c. 128;	la Loi des sociétés de fabrication de beurre et de fromage (Statuts refondus, 1941, chapitre 128);	the Butter and Cheese Societies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 128);	R.S., c. 128;
S.R., c. 129;	la Loi des sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers (Statuts refondus, 1941, chapitre 129);	the Dairy Products Factories Patrons' Societies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 129);	R.S., c. 129;
S.R., c. 130;	la Loi des halles au beurre et au fromage (Statuts refondus, 1941, chapitre 130);	the Butter and Cheese Exchanges Act (Revised Statutes, 1941, chapter 130);	R.S., c. 130;
S.R., c. 131;	la Loi des fermes de démonstration (Statuts refondus, 1941, chapitre 131);	the Demonstration Farms Act (Revised Statutes, 1941, chapter 131);	R.S., c. 131;
S.R., c. 132;	la Loi des produits agricoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 132);	the Agricultural Products Act (Revised Statutes, 1941, chapter 132);	R.S., c. 132;
S.R., c. 133;	la Loi pour aider la vente des produits agricoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 133);	the Act to aid the sale of agricultural products (Revised Statutes, 1941, chapter 133);	R.S., c. 133;
S.R., c. 134;	la Loi concernant le tabac (Statuts refondus, 1941, chapitre 134);	the Tobacco Act (Revised Statutes, 1941, chapter 134);	R.S., c. 134;
S.R., c. 135;	la Loi de la protection sanitaire des animaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 135);	the Animal Health Protection Act (Revised Statutes, 1941, chapter 135);	R.S., c. 135;

S.R., c. 137; la Loi des abeilles (Statuts refondus, 1941, chapitre 137);

S.R., c. 138; la Loi de la protection des plantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 138);

S.R., c. 139; la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture (Statuts refondus, 1941, chapitre 139);

S.R., c. 140; la Loi des conserves alimentaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 140);

1946, c. 31; la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province (10 George VI, chapitre 31);

1947, c. 15; la Loi pour collaborer au succès des caisses populaires (11 George VI, chapitre 15 et ses amendements);

1947, c. 16; la Loi autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire (11 George VI, chapitre 16);

1948, c. 22; la Loi concernant les produits agricoles saisonniers (12 George VI, chapitre 22);

1958-59, c. 5; la Loi pour faciliter davantage l'établissement des fils de cultivateurs sur des fermes (7-8 Elizabeth II, chapitre 5);

1959-60, c. 59; la Loi pour aider à la fertilisation des terres (8-9 Elizabeth II, chapitre 59).

Interprétation. **3.** Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document les expressions "ministre de la colonisation", "ministère de la colonisation" et "sous-ministre de la colonisation" désignent respectivement le "ministre de l'agriculture et de la colonisation", le "ministère de l'agriculture et de la colonisation" et le "sous-ministre de l'agriculture et de la colonisation".

Lois mod.: Sont spécialement ainsi modifiées;

S.R., c. 104; la Loi des terres de colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 104);

S.R., c. 105; la Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre (Statuts refondus, 1941, chapitre 105);

S.R., c. 106; la Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 106);

S.R., c. 107; la Loi des sociétés de colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 107);

S.R., c. 108; la Loi des chemins de colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 108);

S.R., c. 109; la Loi de l'établissement des vétérans (Statuts refondus, 1941, chapitre 109);

S.R., c. 110A; la Loi du mérite du défricheur (Statuts refondus, 1941, chapitre 110A, édicté par

the Bees Act (Revised Statutes, 1941, R.S., c. 137; chapter 137);

the Plant Protection Act (Revised Statutes, 1941, chapter 138);

the Agricultural Abuses Act (Revised Statutes, 1941, chapter 139);

the Canned Foods Act (Revised Statutes, 1941, chapter 140);

the Act to enlarge the arable domain of the province (10 George VI, chapter 31);

the Act to contribute to the success of Credit Unions (11 George VI, chapter 15 and amendments);

the Act authorizing the establishment of a Provincial School of Veterinary Medicine (11 George VI, chapter 16);

the Act respecting seasonal agricultural products (12 George VI, chapter 22);

the Act to further facilitate the establishment of farmers' sons on farms (7-8 Elizabeth II, chapter 5);

the Act to promote land fertilizing (8-9 Elizabeth II, chapter 59).

3. In any act, proclamation, order in council, contract or document the expressions "Minister of Colonization", "Department of Colonization" and "Deputy Minister of Colonization" designate respectively the "Minister of Agriculture and Colonization", the "Department of Agriculture and Colonization" and the "Deputy Minister of Agriculture and Colonization".

The following in particular are so amended:

the Colonization Land Sales Act (Revised Statutes, 1941, chapter 104);

the Colonization Promoting and Return to the Land Act (Revised Statutes, 1941, chapter 105);

the Colonization Land Acquisition Act (Revised Statutes, 1941, chapter 106);

the Colonization Societies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 107);

the Colonization Roads Act (Revised Statutes, 1941, chapter 108);

the Soldiers Settlement Act (Revised Statutes, 1941, chapter 109);

the Pioneering Merit Act (Revised Statutes, 1941, chapter 110A, enacted by

- l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 7);
 1945, c. 33; la Loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles (9 George VI, chapitre 33);
 1956-57, c. 33. la Loi concernant la colonisation (5-6 Elizabeth II, chapitre 33).
- section 1 of the act 14 George VI, chapter 7);
 the Act to Organize Colonization according to Progressive and Rational Methods (9 George VI, chapter 33);
 the Act respecting colonization (5-6 Elizabeth II, chapter 33).
- S.R., c. 43, a. 2, mod. **4.** L'article 2 de la Loi des ministères (Statuts refondus, 1941, chapitre 43, édicté par l'article 3 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 12) est modifié en remplaçant les paragraphes 10° et 11° par le suivant:
 "10° Le ministère de l'agriculture et de la colonisation, dirigé par le ministre de l'agriculture et de la colonisation;"
- 4.** Section 2 of the Government Departments Act (Revised Statutes, 1941, chapter 43, enacted by section 3 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 12) is amended by replacing paragraphs 10 and 11 by the following paragraph:
 "10. The Department of Agriculture and Colonization, presided over by the Minister of Agriculture and Colonization;"
- S.R., c. 111, ab. **5.** Le chapitre 111 des Statuts refondus, 1941, est abrogé.
- 5.** Chapter 111 of the Revised Statutes, 1941, is repealed.
- Entrée en vigueur. **6.** La présente loi entre en vigueur le premier avril 1962.
- 6.** This act shall come into force on the 1st of April 1962.

R.S., c. 111, repealed.
 Coming into force.